

**REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE L' AISNE  
ARRONDISSEMENT DE SAINT-QUENTIN  
CANTON DE RIBEMONT**

**COMMUNE DE MOY DE L' AISNE  
ARRETE PRESCRIVANT LA MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE MOY DE  
L' AISNE**

**N°2019-15**

**VU** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et L.153-37,

**VU** le plan local d'urbanisme approuvé le 30 avril 2010,

**Vu** la délibération du conseil municipal n° 2019-14 en date du 25/01/2019 autorisant le Maire à prescrire la modification du PLU et fixant les modalités de concertation,

**CONSIDÉRANT** que la modification envisagée du plan local d'urbanisme a pour objectifs :

**I° Le plan des risques technologiques CITRA** ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral en 2011 et pouvant faire l'objet d'autres mises à jour ; il est préférable pour la bonne lisibilité du dossier de PLU de ne pas faire figurer le tracé des zones de dangers générés par la société CITRA sur le plan de zonage du PLU.  
Ils sont reportés en servitude « Porter à connaissance risque technologique » en annexe du présent PLU selon l'arrêté de Monsieur le Préfet du 05 avril 2011.

**II° La modification concerne l'assouplissement des possibilités de construire en zone A et N** suivant le nouvel article L.153-12 du code de l'urbanisme créé par l'ordonnance de septembre 2015

**Article L151-12 En savoir plus sur cet article...**

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime

**III° L'emplacement réservé n°1 doit être modifié pour les points suivants :**

1. L'actualisation des besoins liés au collège. Il est nécessaire de retirer la sente de l'emplacement réservé n°1 qui devait être prévue au nord-est du collège car la configuration des terrains et la réalité des besoins de l'établissement scolaire ne le justifient pas. Cela rend donc nécessaire la modification de l'emplacement réservé n°1 (retrait de la sente de l'emplacement réservé) et la modification de l'orientation d'aménagement liée à la prévision de cette sente dans le PLU.

2. L'actualisation et la légère modification de l'emplacement réservé n°1, en prenant en compte l'acquisition communale d'une parcelle et les besoins locaux liés à la présence de jardins offrant un cadre de vie agréable. Ces jardins ne seront plus inclus à l'emplacement réservé n°1 car ils ne sont pas indispensables à la réalisation du programme de logements mais pourraient à terme, être constructibles en zone à urbaniser, si les jardins ne sont plus existants (ceci dans le but de permettre une densification sans rompre l'identité communale existante).

L'ensemble de cette modification entraîne une modification de l'orientation d'aménagement de ce secteur, sans toutefois remettre en cause les objectifs du Projet d'aménagement et de développement durable.

**IV° L'emplacement réservé n°2 « du lieu-dit la grande couture et le Centre »** nécessite une modification pour répondre à un besoin de création d'une maison de santé garantissant à tous les malades et usagers, à proximité de leur lieu de vie ou de travail, l'accès à des soins.

En effet, il s'agit de modifier la désignation de l'opération de l'emplacement réservé compte tenu de la nécessité de réaliser une maison de santé pour les besoins de tous les habitants, et l'absence de nécessité de crèche et terrains de jeux pour enfants dans ce secteur de la grande couture compte tenu des besoins et demandes actuels des habitants, de la demande et des projets de la communauté de communes.

L'objet de l'emplacement réservé n°2 retient par conséquent la réalisation du parc naturel, la maison de santé, les places de stationnement, les sentes et la création d'une liaison douce à la zone 1AUB.

Cette modification entraîne une transformation de l'orientation d'aménagement de ce secteur.

**V° D'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU en la classant en zone 1AUB :**  
exposé des motifs et utilité de cette ouverture à l'urbanisation (délibération N° 2019-13)

Monsieur le Maire rappelle l'article L153-38 du code de l'urbanisme et expose l'utilité de cette ouverture à l'urbanisation la zone 2AU en la classant en zone 1AUB :

Cette nécessité est de deux ordres, d'une part au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées, et d'autre part sur la faisabilité opérationnelle d'un projet.

Par rapport à la logique urbaine de la zone à urbaniser : l'intégration de cette zone 2AU est nécessaire car ce secteur serait enclavé dans l'urbanisation future.

Il s'agit d'un cœur d'îlot en espace constructible et prochainement construit.

Sa situation entre le talus végétalisé et entourée de zone à urbaniser 1AUB nécessite une mise en urbanisation, à défaut sa culture serait rendue particulièrement difficile.

La zone 1AUB a fait l'objet depuis l'approbation du PLU d'une première tranche urbanisée, qui représente 22 constructions d'habitations.

La tranche des travaux réalisés, et la prochaine en cours de réflexion actuellement, permettront la desserte de cette zone 2AU par un système d'assainissement et de réseaux d'eau potable à court terme.

Au regard, des besoins en nouveaux habitants de Moÿ de l'Aisne, des équipements existants notamment, écoles, collège, future maison de santé, des commerces et services de ce centre bourg, il est important de permettre la réalisation d'une zone d'urbanisation prévue au PLU afin de garantir la durabilité de ces équipements, commerces et services.

**CONSIDÉRANT** la délibération n°2019-13 du conseil municipal motivant l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU en justifiant de l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées (article L.153-38)

**CONSIDÉRANT** que ces modifications n'ont pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,

**CONSIDÉRANT** en conséquence, que ces modifications n'entrent pas dans le champ d'application de la procédure de révision,

**CONSIDÉRANT** que ces modifications ont pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans la zone, de l'ensemble des règles du plan, de diminuer les possibilités de construire, de diminuer la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser,

**CONSIDÉRANT** en conséquence, que ces modifications entrent dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun,

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification est menée à l'initiative du maire,

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme,

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification nécessite une enquête publique,

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** La procédure de modification n° 1 du plan local d'urbanisme de la commune de Moÿ de l'Aisne est prescrite,

**Article 2 :** Le projet de modification porte sur les objectifs visés ci-dessus,  
Il fera l'objet des modalités de concertation suivantes :

- Information sur le site internet de la commune
- Affichage en mairie du présent arrêté
- Consultation du dossier en mairie aux heures d'ouverture (du lundi au vendredi de 9h à 12h30)

**Article 3 :** Un bureau d'études d'urbanisme sera chargé de la réalisation de la modification du PLU,

**Article 3 :** Le dossier de modification du PLU sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9, avant l'enquête publique,

**Article 4 :** La modification fera l'objet d'une enquête publique conformément à l'article L153-41 du code de l'urbanisme

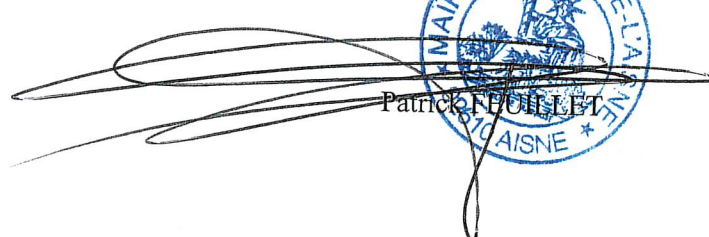
**Article 5 :** Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la modification du PLU seront inscrits au budget de l'exercice considéré,

**Article 6 :** A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le maire, en présente le bilan au conseil municipal qui en délibère et adopte le projet de modification éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée,

**Article 7 :** Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22. Il sera affiché en mairie pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le préfet.

Fait à Moÿ de l'Aisne,  
Le 4 mars 2019

Le Maire,

  
Patrick FOULLET

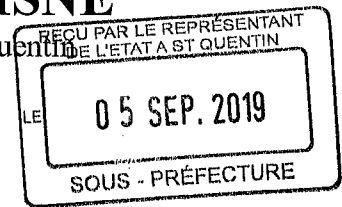


21



# COMMUNE DE MOY DE L'AISE

Département de l'Aisne – Arrondissement de Saint-Quentin  
Canton de Ribemont



## ARRETE N° 68-2019

Prescrivant l'enquête publique sur le projet de modification du plan local d'urbanisme (PLU)  
de la commune de Moy de l'Aisne

Le Maire,

- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-41 et suivants, R153-8
- Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- Vu le décret n° 85.453 du 23 avril 1985 modifiée pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 susvisée,
- Vu la loi n° 78.753 du 17 juillet 1978 modifiée portant sur diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal,
- Vu le décret n°2001-260 du 27 mars 2001 en son article Premier,
- Vu le décret n°2004-531 du 9 juin 2004, en son article 2,
- Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010,
- Vu la loi n°2014-366 du 24 mars pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,
- Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015,
- Vu la délibération en date du 25 janvier 2019 prescrivant la modification du PLU,
- Vu l'arrêté prescrivant la modification n°1 du plan local d'urbanisme de Moy de l'Aisne en date du 4 mars 2019,
- Vu l'ordonnance en date du 13 mars 2019 de M. le Président du Tribunal Administratif d'Amiens, désignant Monsieur Alain BURONFOSSE en qualité de commissaire enquêteur,
- Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

## ARRETE

### ARTICLE 1

Il sera procédé à une enquête publique sur les dispositions du projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) arrêté de la commune de Moy de l'Aisne pour une durée de 31 jours du 25 septembre au 25 octobre 2019 inclus.

### ARTICLE 2

Monsieur Alain BURONFOSSE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Amiens.

### ARTICLE 3

Le projet de PLU arrêté, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la mairie de Moy de l'Aisne pendant 31 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie,

**du 25 septembre au 25 octobre 2019 inclus.**

85

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur à la Mairie de Moÿ de l'Aisne ou par mail à l'adresse **mairie.moy@wanadoo**.

Le dossier est également consultable sur le site internet de la commune **02610.moy.free.fr**.

#### ARTICLE 4

Le commissaire enquêteur sera présent à la mairie de Moÿ de l'Aisne les :

- mercredi 25 septembre 2019 de 14h00 à 17h30
- samedi 5 octobre 2019 de 9h00 à 12h00
- lundi 14 octobre 2019 de 9h00 à 12h00
- vendredi 25 octobre 2019 de 14h00 à 17h30

#### ARTICLE 5

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au maire de la commune de la commune de Moÿ de l'Aisne le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

#### ARTICLE 6

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au préfet du département de l'Aisne et au Président du Tribunal Administratif.

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet **02610.moy.free.fr**. Le public pourra consigner ses observations également à l'adresse mail **mairie.moy@wanadoo.fr**, qui seront transmises en temps réel au commissaire enquêteur et insérées dans le registre d'enquête.

#### ARTICLE 7

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le département. Cet avis sera affiché notamment à la mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la commune de Moÿ de l'Aisne.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

Fait à Moÿ de l'Aisne,  
le 28 août 2019

Le Maire,

Patrick FÉLLEET

